

ALLIANCE DES ÉVANGÉLIQUES EN CENTRAFRIQUE

A E C

B. P. : 342 – Tél. : (+236) 75.50.87.22/75.50.92.87
E-mail : allianevangcentr@yahoo.fr site www.aec-rca.org
BANGUI République Centrafricaine

MEMORANDUM

PREAMBULE

« Rachetez le temps car les jours sont mauvais » (Eph.5 :16)

La crise centrafricaine trouve ses origines dans la mauvaise gouvernance, l'exclusion, le clanisme, le tribalisme, le régionalisme, le clientélisme, la corruption, le refus de l'alternance, la pauvreté, la mauvaise redistribution des richesses...

Elle a été alimentée de manière ostentatoire par l'appât de nos ressources naturelles de la part de certains pays amis ; cette crise, faut-il le rappeler, perdure depuis 5 ans et a causé plus de 900 000 déplacements forcés de personnes, environ 460 000 réfugiés centrafricains à l'extérieur et 436 000 déplacés internes selon les rapports de l'ONU de 2017. En outre, les fondements Institutionnels ont été ébranlés, le tissu économique, les infrastructures socio-éducatives complètement effondrés.

Suite aux plaidoyers menés par les trois leaders religieux (protestant, catholique, musulman) suivis par les négociations de la France au Conseil de Sécurité des Nations-Unies, la République Centrafricaine a bénéficié de l'assistance militaire à travers l'Opération Sangaris, puis l'arrivée des casques bleus des Nations-Unies. A cette occasion, l'Alliance des Evangéliques en Centrafrique (AEC) exprime sa vive reconnaissance à tous les pays amis et espaces communautaires notamment la CEMAC, la CEEAC, l'UA, l'UE, l'ONU sans oublier les partenaires bilatéraux et multilatéraux, qui au fort de cette crise, ont apporté leurs soutiens à notre pays.

Cependant, après cinq ans de présence des forces des NU en RCA et au regard de la persistance d'un embargo injuste qui a pénalisé le redéploiement des Forces Armées Centrafricaines (FACA) et amoindri la présence de l'Administration centrafricaine sur le terrain, on assiste

malheureusement à la recrudescence des tueries en masse et de la prolifération des mouvements armés non conventionnels.

La persistance de cette crise, qui s'est muée en terrorisme, a été l'attaque ignoble, lâche et barbare de la Paroisse Notre Dame de Fatima en date du 1^{er} mai 2018, occasionnant l'assassinat des dizaines de fidèles, la blessure de plus d'une centaine personnes et la destruction d'une grande partie du quartier Fatima. C'est à cette occasion fatidique que l'un des artisans de la paix, l'Abbé Albert TOUNGOUMALE BABA a succombé de ses blessures.

Des représailles qui en ont suivi ont conduit à la destruction des mosquées de Lakouanga et de Ngaragba, puis de l'attaque des quartiers Castors, Kpetene et Yakité suivi de pillages et d'incendies de maisons. Il ne faudrait pas non plus passer sous silence les massacres et destructions dans les provinces, les velléités de la FPRC et autres groupes rebelles de marcher sur Bangui ;

Face à ce drame et en dépit de nombreuses interpellations des populations et de l'Assemblée Nationale, le Gouvernement brille par son incapacité à mettre fin aux meurtres, assassinats et tueries en masse des populations civiles ; pourtant, la Constitution du **30 mars 2016** , donne au Président de la République des prérogatives de sécurisation du peuple à travers l'article 38 qui stipule : *"Moi.....je jure devant Dieu et devant la Nation d'observer scrupuleusement la Constitution, de garantir l'indépendance et la pérennité de la République, de sauvegarder l'intégrité du territoire, de préserver la paix, de consolider l'unité nationale, d'assurer le bien-être du peuple centrafricain, de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge sans aucune considération d'ordre ethnique, régional ou confessionnel, de ne jamais exercer les pouvoirs qui me sont dévolus par la Constitution à des fins personnelles ni de réviser le nombre et la durée de mon mandat et de n'être guidé en tout que par l'intérêt national et la dignité du peuple centrafricain"* ;

Par ce mémorandum, l'AEC, après de nombreuses déclarations émanant représentants des Forces vives de la Nation, s'inquiète et s'interroge sur les questions de sécurisation du territoire et du peuple centrafricain. Elle compile dans ce mémorandum les préoccupations ci-après qui sont l'expression d'un désarroi de tout un peuple pris en otage et sacrifié.

Considérant la persistance et l'intensification des violences inouïes et injustifiables, les meurtres, assassinats, viols, destructions des biens, bâtiments publics et privés sur toute l'étendue du territoire national ;

Condamnant énergiquement et sans ambages la profanation des lieux de culte et les tueries en masse des fidèles notamment celle perpétrée en la Paroisse Notre Dame de Fatima en date du 1er mai 2018 entraînant la mort de plus de 30 personnes- dont celle de l'artisan de la paix l'**Abbé Albert TOUNGOUMALET BABA** - et de centaines de blessés ;

Condamnant l'atteinte aux droits humains et des valeurs morales, la destruction de manière systématique et récurrente des lieux de culte dont dernièrement la Paroisse Notre Dame de Fatima et les mosquées de Lakouanga, de Ngaragba et le presbytère de la paroisse catholique Sainte Trinité des Castors;

Dénonçant l'intransigeance de tous les groupes rebelles (Séléka, Anti-Balaka et autres) qui, dans leurs logiques guerrières et meurtrières se sont inscrites dans une volonté affichée aux objectifs ambivalents et inavoués de déstabilisation du pays ;

S'élevant contre l'instrumentalisation par les forces et médias étrangers, les partenaires traditionnels de la RCA, les groupes politiques, les mouvements armés ainsi qu'une partie de la jeunesse centrafricaine en vue de rendre le pays ingouvernable ;

Considérant la transposition des rivalités des puissances étrangères agissant dans l'ombre et de certains pays amis déterminés à créer des conditions complexes pour soit parvenir à la partition de la RCA, soit la rendre ingouvernable, soit la maintenir sous protectorat pour cause d'octroi des permis d'exploitation des gisements de nos minerais (pétrole, uranium, fer, calcaire...) et de signature des accords économiques et militaires avec des pays tierces ;

Dénonçant et condamnant l'implication claire et sans ambiguïté de certains pays voisins dans la crise centrafricaine dont les responsabilités ont été clairement établies par le rapport des Nations-Unies en 2017 (Human Rights Watch);

Réaffirmant la souveraineté de la République Centrafricaine à disposer librement et en toute indépendance de ses ressources naturelles et de ses minerais ;

Réfutant le schéma génocidaire déployé au Rwanda sur fond ethnique et dont les mêmes acteurs connus à travers leurs mercenaires aux côtés des rebelles tentent de le reproduire en RCA sous forme de guerre confessionnelle ;

Affirmant haut et fort le caractère NON CONFESSIOINNEL de la crise centrafricaine et restant convaincue que le conflit trouve ses origines plutôt dans la malgouvernance, l'exclusion, le clanisme, le tribalisme, le régionalisme, le clientélisme, le refus de l'alternance, la pauvreté, la corruption, la mauvaise redistribution des richesses....;

Déplorant l'embargo injuste et prolongé sur l'importation des armes par les Institutions Républicaines (privant les Forces de Défense et de Sécurité Républicaines de moyens opérationnels), alors que les groupes armés non conventionnels s'en procurent allégrement au vu et au su des forces internationales ;

Condamnant l'impunité des auteurs des meurtres et assassinats et l'incapacité du Gouvernement à mettre un terme à la récurrence du banditisme et à endiguer le terrorisme naissant et rampant en RCA ;

S'interrogeant sur la posture de la MINUSCA quant à l'application intégrale de son mandat robuste et quelques fois la connivence et la collaboration avérées de certains contingents de la MINUSCA avec les groupes armés (en témoigne la livraison par un casque bleu du contingent Gabonais arrêté en flagrant délit de vente de munitions de guerre, la destruction des maisons au Camp de Castors, Yakite et Kpetene par des grenades incendiaires certainement acquis auprès des mercenaires complices dont les liens avec les rebelles sont établis);

Fière de l'unicité de la RCA et de la richesse de sa diversité ;

Demeurant attachée aux valeurs de paix, d'amour du prochain, de la tolérance et du vivre ensemble ;

L'Alliance des Evangéliques en Centrafrique Recommande :

Au Président de la République et au Gouvernement

1. Le recrutement progressif et massif ainsi que la professionnalisation accélérée des FACA ;
2. La justice pour tous et la dénonciation de la prime à l'impunité ;

3. La protection des populations civiles sur toute l'étendue du territoire national ;
4. Le redéploiement des FACA sur tout le territoire centrafricain et de manière urgente dans les zones sous occupation illégale par les forces non conventionnelles ;
5. La bonne gouvernance et une lutte sans merci contre le tribalisme, le clientélisme, le népotisme, la corruption, le favoritisme ;
6. La réparation des préjudices subis par les victimes de la crise et autres exactions (y compris le viol exercé sur les enfants centrafricains par les soldats français et autres soldats des NU);
7. La réglementation et le contrôle régulier des pistes de transhumance du cheptel bovin, du couloir de convoiement des bétails et du trafic transfrontalier qui sont souvent le passage des armes et de munitions de guerre ainsi que des mercenaires ;
8. La création des brigades de frontières en vue d'éviter la porosité du territoire national
9. La protection des lieux de culte, des édifices religieux et des bâtiments publics ;
10. L'appropriation de la souveraineté de l'octroi et de la cession, la signature des contrats relatifs à l'exploitation des ressources naturelles du pays ;
11. La réactivation et l'opérationnalisation des conventions mixtes bilatérales et multilatérales ;
12. La diversification du partenariat avec d'autres pays sur la base du principe gagnant gagnant, du respect mutuel de la souveraineté de chaque pays des valeurs de la démocratie ;
13. Tout mettre en œuvre afin que soit mis fin au pillage, exploitation anarchique des ressources naturelles par des

personnes ou groupes de personnes non habilitées occupant de manière illégale une partie du territoire ;

14. Le contrôle minutieux de délivrance des actes de naissance, cartes d'identité nationale, passeports et autres documents juridico administratifs ;

15. L'implication totale dans la réconciliation inter musulmane ;

16. L'application et le suivi des conclusions du Forum de Bangui ;

Au Conseil de Sécurité des Nations Unies et à la MINUSCA

1. La levée totale de l'embargo sur l'importation des armes par l'Etat Centrafricain en vue du rééquipement conséquent des Forces de défense et de sécurité nationales ;

2. L'intangibilité des frontières, la diplomatie positive respectueuse du Droit International et la non-ingérence des pays tiers dans les affaires intérieures de l'Etat ;

3. L'application intégrale du mandat de la MINUSCA et la stricte neutralité de ses forces ;

4. La condamnation des éléments des contingents ayant été de connivence avec les groupes armés ou auteurs de pillage, de destruction, d'activités illicites, de viols, d'abus sexuels et d'attitudes non conformes au mandat de la MINUSCA ;

5. L'arrestation et la traduction devant les instances judiciaires nationales et internationales compétentes des auteurs ou co-auteurs de crime de guerre, de crime contre l'humanité, de violence faite sur les femmes et les filles ainsi que sur les personnes vulnérables ;

6. Le désarmement volontaire ou forcé des groupes armés ;

7. Le démarrage effectif des travaux de la Cour Pénale Spéciale

A la France

1. L'exploitation des ressources naturelles de la RCA dans le pur respect des normes internationales, du consentement libre et éclairé des deux parties, dans la transparence et après adoption par l'Assemblée Nationale des contrats y relatifs;
2. Mettre sur la table la révision de tous les accords ;
3. Dénonciation du non-lieu prononcé sur l'affaire des viols des enfants centrafricains par la justice française et la relance normale de la procédure engagée contre les présumés auteurs de ces accusations;
4. Le retrait des mercenaires français identifiés aux côtés des rebelles du FPRC (les mercenaire Renato et compagnie);

Au Tchad

1. Le retrait des forces d'envahissement dont il est clairement démontré leur provenance de ce pays frère;
2. La collaboration du Tchad à l'arrestation des mercenaires tchadiens écumant les différentes parties du territoire et semant partout la désolation ;

Fait à Bangui le 14 mai 2018

Pour l'Alliance des Evangéliques en Centrafrique (AEC)



Rev. Dr. Nicolas GUEREKOYAME GBANGOU